



Communiqué sur la situation en Palestine

La CGT Educ'action 94 se joint aux nombreux appels au cessez-le-feu à Gaza. Ce qui se produit depuis plus d'un mois ne saurait être justifié par les attaques meurtrières du Hamas du 7 octobre. Quotidiennement, ce sont des centaines de bombes qui pleuvent sur un territoire fermé, dans lequel ni eau, ni nourriture, ni médicaments ne sont admis sans l'accord du gouvernement israélien. Aujourd'hui, selon l'ONU, plus de 13 000 civil-es, dont plusieurs milliers d'enfants sont mort-es, des dizaines de milliers sont blessés ou déplacés sans aucune solution de repli sécurisée. Les hôpitaux récemment attaqués sont évacués, détruits, privés d'électricité et de carburant pour les faire fonctionner. La situation est si préoccupante que nombre d'observateurs, y compris à l'ONU, n'hésitent pas à parler de nettoyage ethnique. La CGT Educ'action 94, en cohérence avec les positions de notre confédération, revendique l'arrêt immédiat des bombardements, le retrait des troupes israéliennes, la fin du blocus de Gaza et le démantèlement des colonies. Nous exigeons également, en application du droit international, le droit au retour des réfugié-es et la libération des prisonnier-es politiques. Ce sont les conditions préalables à un véritable processus de paix, qui implique dans l'immédiat la libération des otages détenu-es. Dans le même esprit, nous soutenons celles et ceux qui, en Palestine, luttent pour leur droit à l'autodétermination, tout comme celles et ceux, en Israël, qui luttent contre la colonisation menée par leur Etat et pour la paix.

La CGT Educ'action 94 condamne également la politique des macronistes qui, notamment par la voix de la présidente de l'assemblée nationale, n'a cessé d'apporter son « soutien inconditionnel » au gouvernement israélien en invoquant le droit de celui-ci à se « défendre ». Notre indignation est d'autant plus importante que nos dirigeants n'ont pas hésité ce dimanche 12 novembre à instrumentaliser la communauté juive et la juste lutte contre l'antisémitisme pour légitimer ce soutien à Israël. Nous le disons clairement, la lutte contre l'antisémitisme est une lutte antiraciste indissociable des valeurs de progrès portées par notre organisation syndicale depuis des décennies. Nous condamnons tout aussi fermement la montée des actes antisémites en France. La lutte contre l'antisémitisme ne saurait être récupérée honteusement par le gouvernement, la droite et l'extrême-droite, qui exploitent à des fins politiciennes ces combats et qui s'en servent pour promouvoir leurs idées réactionnaires, notamment vis-à-vis des personnes de confession musulmane.